

INÉGALITÉS, DÉRIVES CONFLICTUELLES ET DÉGÉNÉRESCENCES SOCIOÉCONOMIQUES AU CONGO DE 2005 À 2017

Victor KAGNI, Moyo NZOLOLO et Christelle NKALOULOU

OUMBA

Université Marien Ngouabi (Brazzaville)

E-mail auteur correspondant : kagni1@yahoo.fr

Résumé

Cette recherche a pour objet de mettre en évidence le lien entre inégalités d'une part, conflits et dégénérescences socioéconomiques et politiques au Congo d'autre part. A travers la théorie des jeux et méthodes d'aide à la décision, on montre que ce lien n'est pas mécanique du fait de l'inexistence d'un équilibre de Nash en stratégies dominantes et pures. Le graphe d'incidences construit montre que la mauvaise qualité des institutions fragilise les choix politiques, aggravent les inégalités et fragilisent les liens socioéconomiques et politiques qui, en filigrane, enclenchent les conflits qui sont défavorables aux capitaux (humains, sociaux, naturels, économiques financiers, etc.) dans leur détermination de la croissance et du développement. La stabilité des institutions avec des règles du jeu équitables et, le relèvement des défis des inégalités et de gestion de la diversité semblent porteurs d'une justice sociale favorable à un équilibre de Nash, synonyme d'une paix durable.

Mots-clés : défaillances institutionnelles, inégalités, dégénérescences des capitaux, dérives conflictuelles, justice sociale et équilibre de Nash, paix durable.

Abstract

This research aims to highlight the link between inequalities and socio-economic and political conflicts and degenerations in Congo. Through the theory of games and methods of decision aid, it is shown that this link is not mechanical because of the absence of a Nash equilibrium in dominant and pure strategies. The impact graph built shows that the poor quality of institutions weakens political choices, aggravates

inequalities and weakens the socio-economic and political links that lead to conflicts that are unfavorable to capital (human, social, natural, economic and financial), etc.) in their determination of growth and development. The stability of institutions with a level playing field and the recovery of the challenges of inequality and the management of diversity seem to bring social justice for a Nash equilibrium, synonymous with lasting peace.

Keywords; institutional failures, inequalities, capital degeneration, conflict drifts, social justice and Nash equilibrium, lasting peace

1. Introduction

La résurgence des conflits dans le monde en général et en Afrique en particulier suppose l'augmentation des inégalités alors que la mondialisation aurait divisé de moitié la pauvreté. Elle a baissé au Congo de 4,2 points entre 2005 et 2011 (Perspectives Economiques en Afrique, l'OCDE 2014, 2017). Cette baisse serait accompagnée de très fortes inégalités affaiblissant du capital social et de la croissance (Kagni, 2016).

Les inégalités au Congo, au Tchad, en République Centrafricaine et en Guinée Equatoriale semblent avoir des causes et des conséquences similaires car ces pays présentent les mêmes caractéristiques dans la zone CEMAC (Kagni, 2013).

Cette recherche s'inscrit dans le cadre du Congo et d'une périodicité qui est fonction des données historiques et contemporaines disponibles. Les inégalités surtout institutionnelles semblent générer les déclassements et vulnérabilités qui sont prises en charge par l'informel (Kagni et al., 2018).

Le Congo a connu des guerres civiles au cours de son histoire, qui éloignent le pays de « l'impératif catégorique » kantien (Eber, 2004) et le rapproche du principe de non coopérativité de Hume. L'utilité sociale semble loin des choix socio-économiques et politiques car même « l'altruisme conditionnel de Rabin » semble limité au profit d'une « rationalité primaire d'Harsanyi » qui serait elle-même déconnectée de la « rationalité secondaire » guidée par la morale et la conscience sociale (Sen, 2012 ; Eber, 2004) ; de la solidarité et de la collaboration

(Rifkin 2014); de la sollicitude ; de l'intégration et d'un éventuel « équilibre de Nash équitable ou psychologique » (Eber, 2004), etc. Dans ce jeu, il y aurait ceux qui s'enrichissent et ceux qui s'appauvrissent, menaçant l'équilibre social et remettant en cause la durabilité et la régularité du contrat social.

Cette recherche est fondamentale pour qu'une conscience sociale s'intègre dans les activités humaines afin d'éviter des révolutions susceptibles de mal finir (Minc, 2018).

1.1. Revue de littérature, problématique, hypothèse et objectifs

1.1.1. Revue de la littérature

La littérature sur les inégalités nous renvoie à la théorie de la justice sociale (Kagni et al., 2018), à la théorie des choix rationnels et à la théorie des contrats.

Les inégalités semblent inévitables (Piketty, 2018) dans une économie. Elles se seraient creusées à cause de la mauvaise répartition des richesses et des captations (Jorion, 2014), d'une mauvaise orientation des investissements et d'une confiscation (Angus Deaton, 2013) etc.

La justice sociale suppose une coordination dont celle du « tout et/ou rien » Parétienne, « d'égalitarisme » Rawlsienne, des « capacités » Amartyaienne, du « care » Trontienne, etc., si les inégalités sont suivies avec des remèdes efficaces (Piketty, 2018) et actes citoyens de solidarité et du vivre-ensemble (Marcil, 2018). Les économies de rente seraient à l'image d'une justice sociale Parétienne, qui dans l'hypothèse de « rien », donne du « poids » à certains en négligeant les autres (Giraud, 2000). Le partage qui devait relever d'un jeu coopératif relève plutôt d'un jeu non coopératif tel que les déviations des éventuels équilibres puissent provoquer des affrontements ou des résiliences à la pauvreté extrême par peur des représailles des entités fortes de l'enjeu. Un exemple qui revient souvent en théorie des jeux est celui « d'une mère qui partage un gâteau entre ces deux enfants égoïstes et prompts à se plaindre d'un traitement défavorable » (Boursin, 1998 ; Eber, 2004). Un équilibre semble difficile à mettre en évidence sans risques de dérives conflictuelles avec des éventuelles révolutions (Minc, 2018)

et catastrophes socio-économiques et politiques (Pickety, opcit), si les règles ne sont pas clairement établies. Les plus forts et influents se taillent toujours la « part de lion » au fur et à mesure que la rente augmente. Ce qui correspond à la première partie de la courbe de Kuznets en « U inversé » (Kuznets, 1955 inspiré des travaux de Lewis, 1954). Ces inégalités semblent s'atténuer par le développement de l'informel qui intègre toutes les vulnérabilités par l'activité économique (89% des emplois, DGFQE, 2018) et surtout par transferts des utilités privées et collectives. La deuxième partie de la courbe de Kuznets peut s'infléchir mais pas au point de réduire substantiellement les inégalités, car au Congo par exemple, l'indice de Gini est passé de 47,3 en 2005 à 48,9 en 2011 (Perspectives économiques en Afrique, OCDE 2014, 2017). Outre l'informel, le secteur moderne est faible (Moyo Nzololo, 2017) pour proposer des meilleurs salaires (Ranis et Fei, 1961) susceptibles de faire baisser les inégalités et la pauvreté. Le capital humain informel (Kagni, 2018) semble fragile car sa valorisation n'est pas effective pour améliorer le bien-être social, et infléchir les inégalités qui s'aggravent (Bourguignon, 2012) avec des éventuelles conséquences comme des destructions de l'environnement et les gaspillages. Les difficultés de survie poussent certains candidats à l'exil, ce qui suppose un lien entre le revenu par tête d'habitant et l'émigration, significatif et croissant en Afrique, et en « U inversé » en Asie (Rotte et Vogler, 1998). Ce lien serait significatif entre émigration et développement en forme de « U inversé » (Cogneau et Tapinos, 1997), cela suppose que l'émigration est liée à la pauvreté ou aux facteurs push (Piore, 1979), déterminant des départs (inégalités, l'arbitraire, les frustrations etc.) liés aux violences institutionnelles.

L'orientation des politiques économiques vers le ruissellement au Congo suppose que tout le monde profite de l'enrichissement des riches (Rèze, 2018) alors qu'elle aurait favorisé la fracture sociale à cause de la faiblesse des institutions et de l'augmentation de la corruption. Au Congo, l'indice global des droits politiques est de 6 sur 7 depuis 18 ans et l'indice global des libertés civiles est de 5 sur 7 depuis 14 ans avec 7 le niveau de répression (Freedom House, site perspective monde, consulté le 8/05/2018) ; le niveau d'instabilité des institutions politiques est estimé à 3,5 sur 5 (niveau le plus élevé) en 2012 (Global

peace index, site perspective monde, consulté le 8/05/2018) ; le degré de liberté face à la corruption est 23 sur 100 (niveau le plus faible) (Héritage Foundation, site perspective monde, consulté le 8/05/2018).

L'augmentation du chômage de 5,37% entre 2015 et 2016 (selon Banque mondiale, site perspective monde, consulté le 8/05/2018), l'importance du secteur informel (75,2% selon EESIC 2, 2014 ; 78.3% selon le rapport de la DGFQE, 2018) et la faiblesse des revenus (salaire moyenne 100000 CFA, salaire médian 75000 FCFA selon EESIC 1 et 2, 2011) au Congo, suppose une précarité d'une majorité d'individus qui affaiblit le capital humain. Les 10% les plus pauvres détiendraient 1,6% de revenu et les 10% les plus riches 37,9% de revenu au Congo (Perspective économique en Afrique, 2017, tableau 14). L'absence des minimas sociaux (égalitarisme de Rawls) est relative à l'hypothèse de « rien » Parétienne. Les inégalités des possibilités effectives (Amartya, 2010) seraient entretenues dans les institutions du fait de la corruption poussée. Les capacités (Amartya 1981 in David et Borin, 2015) s'inscrivent ainsi dans une dynamique d'attribution des biens sociaux premiers aux personnes qui ne sont pas capables d'effectuer différents actes, privant ceux qui sont capables.

Ne pas avoir assez à manger selon la problématique Parétienne et ne pas avoir de quoi manger selon la problématique Amartyaienne suppose une prise en charge de toutes les vulnérabilités par l'informel du fait de la défaillance des institutions formelles. L'informel semble donner un peu à manger à toutes les vulnérabilités. Ce qui fait que le problème des inégalités reste posé.

L'accroissement des inégalités semble irréversible et présage des menaces (Minc, 2018) des conflits dans les pays. La pauvreté, les discriminations et les inégalités semblent endémiques et profondément ancrées dans les pays en développement, et auraient un lien avec les conflits dans le monde (Ki-moon, 2014).

Le contrat social est rompu dans les pays africains qui sont pour la plupart des poudrières, à cause des guerres permanentes imposées par des dictats économiques et politiques, etc. Elles ont fragilisé des démocraties (Morin et Schmidt, 2016) et creusé des inégalités au sein des entités du fait des faiblesses des liens sociaux (Dubert, 2014)

orchestrés et entretenus par les crises identitaires. Cette faiblesse du lien social est susceptible de remettre en cause l'intégration des éléments dans des ensembles de référence qui deviennent malléables, manipulables, corrompibles, prêts à l'affrontement et à la destruction (théorie des choix rationnels) alors qu'ailleurs, la solidité des institutions semble favorable aux négociations.

Une étude économétrique a montré que les inégalités de revenus auraient contribué aux soulèvements et conflits dans le monde arabe (Shantayanan, 2015). Une autre étude a mis en évidence les privations d'accès aux biens primaires et la dégradation du niveau de vie dans une région au nord du Niger dans l'explication des frustrations et conflits dans cette région (Youssoufou, 2011). 46 pays sur 54 en Afrique seraient confrontés aux conflits générés par les inégalités internes et externes (Lopez, 2016). Les écarts de répartition de pouvoir politique et économique détermineraient ces conflits.

1.1.2. Problématique, hypothèses, objectifs

Les inégalités et violences institutionnelles au Congo, l'indice de Gini qui est estimé à 48,9% en 2011 (Perspective économique en Afrique, OCDE 2017), le poids de l'informel qui représenterait 78,3% des activités économiques au Congo et qui suppose l'existence des vulnérabilités du fait des défaillances des institutions formelles et les événements sociopolitiques de l'histoire du Congo (coup d'Etat, guerres civiles, procès politiques, bandes armées, fraudes, corruption, captation, confiscation, grognes sociales, tensions sociales, tribalisme, etc.) ont fracturé la population congolaise en deux grandes entités (une minorité riche et une majorité pauvre). Ces données nous amènent à nous poser la question suivante :

Existe-il un lien entre les inégalités sociales, les dérives conflictuelles et dégénérescences potentielles et réelles au Congo ? Dans l'hypothèse d'existence de ce lien, est-il direct ou indirect ?

Une économie de rente sujette à la captation et à la confiscation (Jorion, 2014), au maintien des inégalités pour le prestige d'une minorité, etc. est susceptible de générer des mouvements sociaux, des manifestations politiques et des guerres civiles tribales. Mais un lien mécanique est

difficile à mettre en évidence entre inégalités, conflits et dégénérescences socio-économiques et politiques. Le Congo aurait mis en évidence plusieurs plans de paix pour une coordination sociale équitable. Si on montre que la structure du jeu qu'on va construire entre riches et pauvres nous procurent un équilibre de NASH unique en stratégies pures et dominantes, présageant l'existence d'une paix et d'une stabilité socio-économique et politique durable, alors on supposera que le lien est direct. Mais comme, plusieurs solutions de coopération pour la paix semblent faire le quotidien des populations congolaises depuis un certain moment, cela suppose l'existence d'une instabilité socio-économique et politique, et un lien indirect avec des dérives conflictuelles.

La théorie des jeux est ainsi utilisée pour modéliser les interactions entre riches et pauvres, ainsi que les méthodes d'aide multicritère à la décision.

Cette recherche se fixe comme objectifs, d'analyser les inégalités génératrices des conflits et dégénérescences socio-économiques au Congo, et de proposer des alternatives susceptibles de réduire ces inégalités pour une paix durable.

Pour atteindre ces objectifs, cette recherche est organisée en deux parties : La première modélise le lien entre riches et pauvres à travers un jeu à information complète et imparfaite et données socio-économiques, la deuxième porte sur l'analyse des inégalités à travers les résultats obtenus et des implications économiques, les conclusions portent sur les perspectives de durabilité du lien social et sociétal.

2. Méthodologie

Les troubles socio-politiques des années 1993, 1997 et 1998, sont à l'origine du gaspillage et destructions des capitaux humain, matériel, social et économique au Congo.

Les niveaux de probabilité de manifestations violentes et de conflictualité interne sont estimés à 3 sur 5 (niveau élevé) en 2012(Global peace index, site perspective monde, consulté le 8/05/2018). Le niveau de criminalité violente est estimé à 4 sur 5

(niveau élevé) en 2012 (Global peace index, site perspective monde, consulté le 08/05/2018). Ces indicateurs présagent des menaces de paix, de stabilité, des dégénérescences socio-économiques dont la conséquence est le ralentissement du PIB ou la dépression. De 1992 à 1998, il a été multiplié par 1,5 alors que sur les périodes post-conflits de 1999 à 2012 il a été multiplié par 4,75. Mais la tendance à la baisse des cours des matières premières explique le ralentissement du PIB qui a été multiplié par 1,24 de 2012 à 2016. Le niveau d'accès aux armes légères et de petit calibre estimé à 4 sur 5 (niveau élevé) en 2012 (Global peace index, site perspective monde, consulté le 8/05/2018) suppose les violences internes et la détérioration des liens socio-économiques du fait de la répression sur les libertés individuelles et politiques. Les mauvaises institutions semblent générer les inégalités qui induisent les conflits ainsi que les dégénérescences socio-économiques, dont la destruction du patrimoine individuel ne favorise pas l'accumulation, l'investissement et la croissance.

A la question de savoir si l'augmentation des inégalités nous fait danser sur un volcan (Baverez, 2016), si le creusement irréversible des inégalités nous menace d'une révolution (Min, 2018) ou des catastrophes socio-économiques et politiques (Pickety, 2018), la réponse semble ambiguë, mais les escalades des explosions sociales, ces dernières années, dans les pays en développement en général et au Congo en particulier, ne semblent pas écarter ces menaces d'éruption et de destruction.

2.1. Données et application de la théorie des jeux

Les affrontements entre riches (RC) et pauvres (PV) peuvent être analysés sous forme d'un jeu à information complète et imparfaite du fait de l'interaction et la connaissance des situations mutuelles de ces deux entités. $N = \{RC, PV\}$ représente l'ensemble des joueurs ; $G_i = \{C, S\}$, $i \in N$ représente l'ensemble de stratégies avec C, la consommation liée aux revenus de chaque joueur et S, la situation de chaque joueur. T_i , $i \in N$ serait la fonction de paiement de chaque joueur et $u_j(C, S)$, $j \in T_i$ le paiement du joueur j. Ainsi :

$$T_i : G_i \times G_i \longrightarrow \mathbb{R}$$

$$k \times j \longrightarrow u_{kj}(C, S)$$

$k \times j \in G_i \times G_i$ et $u_{kj}(C,S) \in \mathbb{R}$ le paiement du joueur j par rapport au joueur k

La structure du jeu nous renvoie aux scénarios suivants mis en évidence précédemment :

- la consommation des 10% les plus riches au Congo serait de 37,9% et celle des 10% les plus pauvres de 1,6% de la consommation totale ;
- comme prétend Stiglitz⁴⁷, les plus riches font tout pour maintenir les 75% de la population dans la pauvreté dont au Congo, l'indice de Gini est estimé à 48,9% actuellement ;
- en termes de situations, 24,2% de la population vivraient au-dessous du seuil de pauvreté et 46,5% en dessous au Congo.

A l'issue de ces scénarios, une matrice du jeu est telle que :

Tableau n°1 : matrice du jeu

| | | Pauvres (PV) | |
|-------------|---|--------------|---------------|
| | | C | S |
| Riches (RC) | C | (37,9 ; 1,6) | (75 ; 48,9) |
| | S | (48,9 ; 75) | (24,2 ; 46,5) |

Source : auteurs à partir des données d'analyses (EESIC 1 et 2, 2014 et perspective économique en Afrique, OCDE 2017)

Les riches représentent le joueur ligne et les pauvres, le joueur colonne. La première composante de chaque couple de gains correspond au paiement du joueur RC et la deuxième au paiement du joueur PV. La recherche des équilibres (avec les conditions d'existence et d'unicité) en théorie des jeux passe par plusieurs stratégies dont la dominance qui ne génère aucune solution ; l'équilibre de Nash en stratégie pure qui génère deux solutions : $(S, C) \equiv (48,9 ; 75)$ et $(C, S) \equiv (75 ; 48,9)$. L'absence d'une solution unique suppose l'existence des joueurs non rivaux et non excluables en sorte de mixité des deux entités. Cette mixité pour une même cohésion socio-économique et politique peut se traduire par une stratégie mixte consistant à attribuer une distribution

⁴⁷In alternatives économiques, 2015.

de probabilités aux stratégies pures de chaque joueur. Si x est la probabilité de jouer C pour RC alors $x' = (1 - x)$ sera sa probabilité de jouer S. Si y est la probabilité de jouer C pour le secteur PV alors $y' = (1 - y)$ sera sa probabilité de jouer S. Les conditions suivantes doivent être respectées : $0 \leq x, y \leq 1$; $x + x' = 1$; $y + y' = 1$. Les utilités espérées pour chaque entité sont telles que :

$$\begin{cases} EU(RC) = 37,9xy + 75x(1-y) + 48,9(1-x)y + 24,2(1-x)(1-y) = -61,8xy + 50,8x + 24,7y + 24,2 \end{cases}$$

$$EU(PV) = 1,6xy + 48,9x(1-y) + 75y(1-x) + 46,5(1-x)(1-y) = -75,8xy + 2,4x + 28,5y + 46,5$$

Si on dérive ces fonctions par rapport à leur variable x pour $EU(RC)$ et y pour $EU(PV)$, on a en respectant les conditions de premier ordre :

$$\begin{cases} -61,8y + 50,8 = 0 \\ -75,8x + 28,5 = 0 \end{cases} \Leftrightarrow \begin{cases} y = 0,822 \\ x = 0,376 \end{cases}$$

Les utilités espérées optimales sont : $EU(RC, PV)^* = (44,5 ; 47,4)$. L'équilibre de Nash en stratégie mixte sera :

$$M = \{(x, 1-x) = (0,376 ; 0,624) ; (y, 1-y) = (0,822 ; 0,178) ; EU(RC)^* = 44,5 ; EU(PV)^* = 47,4\}$$

La fonction de réaction des riches est telle que :

$$F(RC) = x = \begin{cases} 1 & \text{si } y > 82,2\% \\ [0, 1] & \text{si } y = 82,2\% \\ 0 & \text{si } y < 82,2\% \end{cases}$$

Si les 1% les plus riches selon Stiglitz veulent maintenir la société congolaise inégalitaire ($x = 1$), il leur faut une pauvreté évaluée à 82,22% au moins, sauf si les 17,8% des pauvres restants ($x = 0$) provoquent des dégénérescences et instabilités socio-économiques, sinon un équilibre de Nash s'installe ($x \in [0, 1]$) en cas d'indifférence de ces pauvres avec des écarts très grands entre riches et pauvres.

La fonction de réaction des pauvres est telle que :

$$F(PV) = y = \begin{cases} 1 & \text{si } x > 37,6\% \\ [0, 1] & \text{si } x = 37,6\% \\ 0 & \text{si } x < 37,6\% \end{cases}$$

Si les pauvres cherchent à améliorer leur bien-être ($y = 1$) il faut que 37,6% au moins des riches puissent y apporter leurs contributions à condition qu'ils continuent à maintenir 62,4% des inégalités pour leur notoriété ($y = 0$), sinon l'équilibre reste maintenu avec des très grandes inégalités.

On montre à l'issue de cette interaction entre riches et pauvres que :

$$EU(PV)^* > EU(RC)^*.$$

Une politique sociale en vers les pauvres est opportune pour réduire les risques de tensions sociales à moins d'une convexité consistant à mixer les politiques d'offre et de demande telle que :

$$EU(RC, PV) = \alpha EU(RC) + \beta EU(PV) \quad \text{avec } \alpha + \beta = 1$$

2.2. Données et application des méthodes d'aide à la décision

Les données utilisées pour établir le tableau suivant proviennent de deux sites : perspective monde et perspective économique en Afrique, consultés en mai 2018. Un certain nombre d'indicateurs construits permettent d'établir un classement simple entre variables sociales institutionnelles, ainsi que le graphe qui y est lié.

Tableau n°2 : données sociales et institutionnelles de 2005 à 2017

| | | | | | | | |
|----------|-----------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|--|---|
| Eléments | Niveau de conflits Internes (NCI) | Niveau d'accès aux armes légères et de petit calibre (NAAL PC) | Niveau d'instabilité politique (NIP) | Niveau global de paix (NGP) | Inégalités des revenus (GINI) | Indices globaux des droits politiques (IGDP) | Indices globaux des libertés civiles (IGLC) |
|----------|-----------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|--|---|

| | | | | | | | |
|-----------------------------|-------|--------|-----------|------------|-------|-------|-------|
| Moyenn e | 3,15 | 4,154 | 3,53 | 2,17 | 44,64 | 5,92 | 5,15 |
| Min | 3 | 4 | 3,5 | 2,15 | 41 | 5 | 5 |
| Max | 4 | 5 | 3,63 | 2,2 | 48,9 | 6 | 6 |
| Ecart- type | 0,38 | 0,376 | 0,04 2 | 0,017 | 2,097 | 0,28 | 0,38 |
| Variabil ité | 1 | 1 | 0,13 | 0,05 | 7,9 | 1 | 1 |
| Moyenn e/variabi lité | 3,15 | 4,154 | 27,1 4 | 43,47 7 | 5,65 | 5,92 | 5,15 |
| Markovi c | 8,398 | 11,061 | 83,9 7 | 127,4 2 | 21,29 | 21,36 | 13,72 |

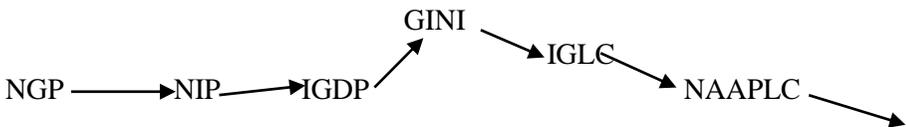
Source : auteurs à travers le tableur Excel sur la base des données de CATO Institute, de Global peace index, de Heritagefoundation et Freedom House du site perspective monde et de l'OCDE du site perspective économique en Afrique

Les moyenne-variabilités et les indicateurs de Markovic nous procurent le classement suivant :

NGP>NIP>IGDP>GINI>IGLC>NAAPLC>NCI

Le graphe lié à ce classement est tel que :

Figure n°1 : graphe lié à la chaîne de Markovic



Source : auteurs à partir de la chaîne de Markovic NCI

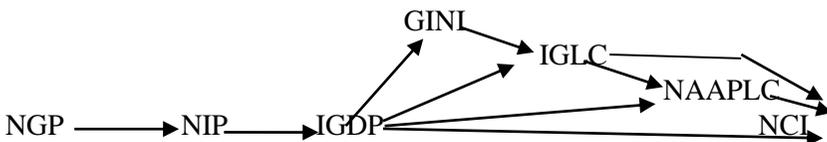
Tableau n°3 : corrélations entre variables socio-institutionnelles

| | NCI | NAALPC | NIP | NGP | GINI | IGDP | IGLC |
|--------|--------------------|--------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|------|
| NCI | | | | | | | |
| NAALPC | | | | | | | |
| NIP | 0,42184 3421 | 0,42184 3421 | | | | | |
| NGP | 0,42265 4615 | 0,42265 4615 | 0,820420 34 | | | | |
| GINI | 0,29166 8166 | 0,29166 8166 | - 0,274415 866 | - 0,443629 505 | | | |
| IGDP | - 0,67700 32 | - 0,67700 32 | - 0,222468 362 | - 0,261134 508 | - 0,385896 178 | | |
| IGLC | | | 0,421843 421 | 0,422654 615 | 0,291668 166 | - 0,67700 32 | |

Source : auteurs à travers le tableur Excel sur la base des données de CATO Institute, de Global peace index, de Heritage foundation et Freedom House du site perspective monde et de l'OCDE du site perspective économique en Afrique

Compte tenu des corrélations positives ou négatives fortes entre variables, c'est-à-dire supérieures ou égales à 0,5, le graphe de classement précédant peut-être enrichi en arcs tel que :

Figure n°2 : graphe enrichi en arcs en fonction des fortes corrélations entre variables



Source : auteurs à partir du tableau n°3

A partir de ce graphe, les indicateurs d'incidences positifs relatifs aux départs des arcs (I+), négatifs relatifs aux arrivées des arcs (I-) et nets relatifs à la différence de (I+) et (I-), peuvent être construits, résumés dans le tableau ci-après

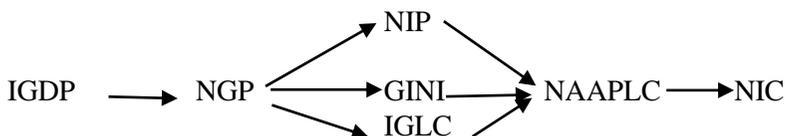
Tableau n°4 : indicateurs d'incidences

| Variables | (I+) | (I-) | I = (I+) – (I-) |
|-----------|------|------|-----------------|
| NGP | 1/9 | 0 | 1/9 |
| NIP | 1/9 | 1/9 | 0 |
| IGDP | 4/9 | 1/9 | 1/3 |
| GINI | 1/9 | 1/9 | 0 |
| IGLC | 2/9 | 2/9 | 0 |
| NAAPLC | 1/9 | 2/9 | -1/9 |
| NIC | 0 | 1/3 | -1/3 |

Source : auteurs à partir de la figure n°2

Un graphe valué par les indicateurs d'incidences nets, des plus forts ou plus faibles est tel que :

Figure n°3 : graphe d'incidences entre variables



Source : auteurs à partir des indicateurs d'incidences nets

3. Inégalités dans la détermination des conflits socioéconomiques et politiques

Il s'agit de mettre en évidence de façon théorique et empirique les effets induits par des inégalités au Congo

3.1. Analyses des inégalités et de la pauvreté

Les pays pauvres cumuleraient stagnation de pauvreté, de misère et inégalités très élevées. Il ressort des études des disparités énormes de situations entre riches et pauvres (Diry, 2015) dont au Congo, l'écart entre riches et pauvres serait de 36,3%. Autrement dit, les revenus des riches représenteraient 24 fois celui des pauvres au Congo. Selon les

ménages interrogés sur les difficultés qu'ils rencontrent à satisfaire leur besoin en nourriture, 9,3 % n'a pas de difficultés pour satisfaire leur besoin en nourriture, 8,6 % des ménages en manquent toujours, 82,1% en manquent de temps à autre. Ces inégalités liées aux revenus se répercutent sur les inégalités d'accès aux soins, à l'éducation et à la reproduction sociale (QUIBB 2).

Dans l'ensemble de la population, l'accès à un service de santé est de 65,8% en 2012 contre 68,7% en 2005. Selon le milieu de résidence, l'accessibilité est de 75,2% en zone urbaine et de 46,5% en zone rurale (QUIBB 2).

L'offre de service de santé s'élève à 38,2% dans l'ensemble du pays, avec 36,8% en zone urbaine et 41% en zone rurale. Mais le taux d'utilisation des services de santé serait globalement assez faible soit 23,8%. Ce taux est plus important en zone rurale qu'en zone urbaine et représente respectivement 26,9% et 22,3%.

La majorité de la population n'a achevé ni les études secondaires (43,7%), ni les études primaires (38,4%). Les personnes ayant effectué des études supérieures ne représentent que 3%. Ces inégalités sont reproduites socialement et peuvent être analysées à travers le tableau suivant qui dépend des revenus de parents.

Tableaux n° 5 : Catégorie socio professionnelle future de l'enfant par rapport à la catégorie socio professionnelle du parent

| | Cadres | Employés et ouvriers qualifiés | Salariés non qualifiés | Non-salariés | Total |
|---------------------------------------|---------------|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------|--------------|
| Pères | | | | | |
| Cadres | 46,6 | 17,9 | 15,5 | 19,9 | 100 |
| Employés et ouvriers qualifiés | 28 | 25,9 | 25,4 | 20,7 | 100 |
| Salariés non qualifiés | 22,4 | 21,1 | 30,3 | 26,2 | 100 |
| Non-salariés | 28,1 | 19,6 | 21,0 | 31,3 | 100 |
| Ensemble | 31,2 | 20,6 | 22,4 | 25,8 | 100 |

(Source EESIC 1 et 2)

| | Cadres | Employés et ouvriers qualifiés | Salariés non qualifiés | Non-salariés | Total |
|---------------------------------------|---------------|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------|--------------|
| Mères | | | | | |
| Cadres | 76,8 | 0,8 | 21,1 | 1,3 | 100 |
| Employés et ouvriers qualifiés | 6,3 | 67,7 | 23,6 | 2,4 | 100 |
| Salariés non qualifiés | 4,5 | 43,4 | 50,9 | 1,3 | 100 |
| Non-salariés | 4,0 | 0,0 | 37,1 | 58,9 | 100 |
| Ensemble | 20,5 | 20,8 | 34,1 | 24,7 | 100 |

(Source EESIC 1 et 2)

Sur 100 enfants scolarisés 20.5% deviendraient cadres, 20.8% employés et ouvriers qualifiés, 34.1% salariés non qualifiés et 24.7% non-salariés selon que les mères occuperaient respectivement ces catégories socio-professionnelles.

Selon celles des pères, ils deviendraient 31.2% des cadres, 20.6% des ouvriers et employés qualifiés, 22.4% de salariés non qualifiés et 25.8% des non-salariés.

46,7% des enfants dont le père est cadre seraient cadres contre 76,8% des enfants dont la mère est cadre.

31,3% des enfants dont le père est non salarié seraient non-salariés contre 58,9% des enfants dont la mère est non salariée.

L'influence des mères semble importante dans l'éducation des enfants, ce qui justifie l'approche de Marilyn Warring.⁴⁸

« L'ascenseur social » (alternatives économiques, 2016) semble se maintenir à certains étages sans être en panne car certains enfants dont le père est cadre représenteraient 15,5% de salariés non qualifiés et les enfants dont le père est salarié non qualifié représenteraient 22,4% de cadres.

L'école qui devait offrir une « chance à tout le monde » d'emprunter l'ascenseur social facilement, semble devenir un lieu qui creuse des inégalités à cause de la corruption, dégradant les compétences et connaissances via le capital humain ainsi que sa contribution à la croissance.

La population semble évoluer moins vite que la richesse nationale. Elle a été multipliée par 4,2 entre 1961 à 2016 et le PIB par 72,92. Selon les tests, la richesse congolaise serait une fonction décroissante de sa population (Kagni, 2012). L'évolution de la richesse représenterait 17,36 fois celle de la population. Mais pourquoi autant de pauvres ? A cette question, le manque d'emplois (91,5%), la mauvaise gestion (62,9%) et l'insuffisance de revenus (58,9%) ont été déclarés par les ménages pour chacune d'elle comme étant la principale cause de la pauvreté. D'autres causes comme la corruption (51,6%), l'enclavement (50%) et la sorcellerie/paresse (34,5%) ont connu une progression remarquable par rapport à 2005 où ils représentaient tous 15% (ECOM 2011). Mais la faiblesse de l'agriculture et du secteur moderne

⁴⁸In David et als. (2015).

(MoyoNzololo, 2017) due à l'orientation des choix politiques aurait contribué à l'aggravation de la pauvreté au Congo.

A partir de la relation $EU(PV) > EU(RC)$ précédente, si on introduit une variable d'écart $\varepsilon > 0$ pour assouplir cette contrainte qu'on suppose linéaire, elle devient telle que :

$$EU(PV) - \varepsilon = EU(RC)$$

En effet, les inégalités au Congo semblent s'aggraver du fait qu'un équilibre n'est possible entre riches et pauvres que si la séparabilité et la transférabilité des utilités se font du côté des pauvres en rationnant leur bien-être, par le ruissellement (Kagni et al, 2018), les confiscations et captations (Deaton, 2013 ; Jorion, 2014) des rentes.

3.2. Interprétations des résultats et implications macroéconomiques

A partir de la théorie des jeux, l'inexistence d'un équilibre de Nash en stratégies dominantes et pures, suppose l'absence d'un lien direct entre inégalités, conflits et dégénérescences socio-économiques et politiques.

L'intersection entre les fonctions de réaction des joueurs, est telle que :

$$F(RC) \cap F(PV) = \{(0, 0) ; (0.376, 0.822) ; (1, 1) \}$$

Les couples (0, 0) et (1, 1) sont des équilibres de Nash en stratégies pures, et le couple (0.376, 0.822) est un équilibre de Nash en stratégies mixtes. La déviation des riches des deux équilibres en stratégies dominantes et pures est totale du fait des politiques liées au ruissellement, de la corruption et des captations des rentes. L'équité absolue liée à l'hypothèse du « tout » Parétien (1, 1) où chaque joueur optimise librement son utilité espérée, semble hypothétique dans une économie de rentes sans règles du jeu viables qui profitent aux prédateurs (Pinçon et al, 2017). Celle qui est liée à l'égalitarisme Rawlsienne (0, 0) semble irréaliste par absence des minimas liés aux risques sociaux d'assistance au Congo, quand bien même ceux liés aux risques d'assurance sont rationnés par les rigueurs budgétaires générés par les baisses des cours mondiaux des matières premières. Un équilibre de Nash en stratégies pures semble impossible dans une telle économie sans consolider les institutions, ce qui suppose un lien indirect entre inégalités et violences socio-économiques suscitées par l'équité liée à

l'hypothèse de « rien » Parétien. L'équilibre en stratégies mixtes suppose la prise en compte des institutions et la gestion de la mixité. Les privations d'accès aux droits fondamentaux décrites précédemment semblent aller jusqu'aux marchés du travail et la politique, paupérisant toute une jeunesse prête à en découdre pour demander réparation des injustices, avec des conséquences qu'on connaît des conflits au Congo.

Le lien semble indirect, lié à la mauvaise gestion de la mixité et de la diversité (Lopez, 2016) du fait de la mauvaise qualité des institutions. Ces institutions privilégieraient la politique de ruissellement, favorisant les riches (Kagni, 2018), ce qui crée des inégalités mises en œuvre ci-dessus. Les frustrations auraient généré des revendications en réparation assorties d'une répression qui enclenche des conflits menés par des entités faibles non intégrées dans les ensembles de références et dans l'informel. La guerre semble la solution pour ces entités car leur radicalisation est assortie d'une promesse de revenus par les meneurs, du pillage, des productions et commerces illicites (Lopez, op.cit.). Mais les rébellions sont souvent l'objet de répressions qui se transforment en conflits.

Les figures n°1 et n°2 montrent à travers la chaîne de Markovic, que les institutions politiques génèrent des inégalités, mettant à mal le contrat socio-économique, créant des vulnérabilités qui dans l'hypothèse d'absence d'intégration, se radicalisent et enclenchent l'escalade des violences dont le Congo serait sujet depuis une trentaine d'années.

La figure n° 3, en termes de niveau d'incidences, met en évidence la mauvaise qualité des institutions susceptible d'augmenter des inégalités et d'entraîner la fracture sociale qui fragilise les entités prêtes à s'affronter pour un leadership socio-économique et politique. C'est un affrontement entre la recherche d'une réparation des injustices d'une part, et l'optimisation des captations des rentes de l'autre, généré par la mauvaise qualité des institutions et des choix politiques. Cela justifie le lien indirect entre inégalités, conflits et dégénérescences socio-économiques et politiques.

La théorie des choix rationnels semble se justifier par l'opportunité d'enrichissement liée aux affrontements, la théorie des contrats par les dégénérescences des liens socioéconomiques générées par la mauvaise

qualité des institutions et la justice, des choix qui relèvent les défis de l'exclusion et de la gestion de la diversité.

La durabilité de la croissance est tributaire de la paix, de l'éthique de care et des capacités. La croissance et le développement suppose l'intégration des citoyens qui constitue une protection contre l'aliénation, la corruption des membres du groupe. Elle est sous-tendue par la responsabilité des éléments du groupe. L'irresponsabilité contribue à la destruction et à l'autodestruction des valeurs et du patrimoine.

Le maillon faible d'un groupe affaiblit le capital social s'il est irresponsable. Son irresponsabilité le rend vulnérable à la corruption, à la trahison du groupe et de ses propres valeurs.

Le développement semble hypothétique par l'affaiblissement du capital social mais aussi du capital humain détruit par les inégalités politiques, sociales et de revenus, et par la corruption élevée au Congo (Kagni, 2013).

Une majorité démunie solliciterait la biodiversité en permanence pour se nourrir (Kagni, 2016), ce qui semble contribuer à l'augmentation de l'empreinte écologique.

Les défis démographiques, sociaux et environnementaux de la croissance liée aux rentes sont à relever afin d'éviter l'explosion des bombe P et V.

L'incitation aux respects de l'homme et de son environnement est opportune pour une protection contre les risques de corruption, de destruction et d'autodestruction.

Le Congo aurait une population très jeune (53% entre 15 et 29 ans, Rapport DGFQE, 2018). Paupériser cette jeunesse, c'est favoriser les « bombe P » du fait du chômage chronique (30,5%, Rapport DGFQE, 2018) et « bombe V » (54.1%, Rapport DGFQE, 2018) car les actifs cotisant au régime des pensions (26.4%, Rapport DGFQE 2018) ne suffisent pas, du fait des inégalités orchestrées dans les emplois décents, pour couvrir les besoins des inactifs (soit un écart de 27.6%). Cette

défaillance des institutions formelles suppose une quasi-inexistence des logiques d'assistance, relayées par l'économie sociale et solidaire.

Conclusion

Les inégalités trop fortes semblent créer les tensions sociales surtout dans une économie de rente où chacun essaie de se tailler la part de lion, toutes choses restant égale par ailleurs.

Le lien n'est pas mécanique entre inégalités, dérives conflictuelles et dégénérescences socio-économiques. Le graphe des incidences montre que la mauvaise qualité des institutions fragilise le contrat social en menaçant le niveau global de paix. Cette menace provoque l'instabilité politique du fait du rationnement des marchés politique et du travail. Ces rationnements creusent des inégalités sociales compte tenu des politiques de ruissèlement et de captation des rentes, et de la confiscation des libertés individuelles, qui dégradent les valeurs humaines. La dégradation des valeurs humaines détermine l'acquisition des armes et l'enclenchement des conflits. C'est un processus qui peut s'inscrire dans un engrenage suivant : Institutions-Fracture sociale-Instabilité politique-Inégalités-Dégradations des valeurs humaines individuelles-conflits.

Plusieurs pistes sont mises en évidence pour réduire les inégalités (alternatives économiques, 2016). Le salaire universel est la piste actuellement en expérimentation dans certains pays (Pays-Bas, Alaska, Canada, Inde, Namibie, etc.) surtout que l'économie numérique prévoit la fin du travail (l'angle éco du 20/10/2016). Il s'agit de partager la rente en fonction des capacités. L'éducation des jeunes, leur intégration aux valeurs morales de référence et par l'emploi décent, sont susceptibles de réduire le risque d'une « bombe P ». Les captations et la confiscation des rentes se traduiraient en investissement productifs par des oligarques (Kagni, 2001), orces investissements gravitent autour de la spéculation foncière et promotion immobilière. Une taxation sur ces spéculations est opportune pour consolider la finance publique dans le financement des politiques sociales et économiques.

Pour dynamiser le capital humain, un accès aux soins pour tous semble opportun. Rendre la justice libre peut contribuer à la consolidation du lien social. La suppression des niches fiscales aux riches et aux sociétés d'exploitation des produits de rente et de biodiversité serait une piste qui peut consolider la finance publique car le ruissellement accentue des inégalités et menace la croissance et la paix.

Sans une justice sociale (rawlsienne et/ou amartyaienne et/ou trontienne), la fragilité du lien social générée par les rentes suscitera toujours des passions avec des risques d'explosion que le Congo a connues.

Références bibliographiques

Amartya S. (2010), *L'Idée de justice*, Seuil, Paris, 560 p.

Amartya S. (2012), *repenser l'inégalité*, Points, 318 p.

Baverez N. (2016), *Danse sur un volcan : espoirs et risques du XXIème*, Albin Michel, 150 p.

Bourguignon F. (2012), *La mondialisation de l'inégalité*, Seuil, 103 p.

Boursin J.-L. (1998), *Initiation à la théorie des jeux*, Montchrestien, 188 p.

Cogneau, D. & G. Tapinos (1997). *Migrations internationales, libre-échange et intégration régionale*, Document DIAL-ORSTOM, Intervention au Commissariat général au plan, Paris, 18 p.

David O. et Borin V. L. (2015), *L'économie décomplexée*, Larousse, 173 p.

Deaton A. (2013), *The great escape health, Wealth, and the origins of inequality*, Princeton University Press, Princeton and Oxford, 362 p.

Dubert F. (2014), *La préférence pour l'inégalité*, Seuil, 106 p.

Eber N. (2004), *Théorie des jeux*, Dunod, 128 p.

Francetvinfo.fr, l'angle éco consulté le 20/10/2016

Giraud G. (2000), *Théorie des jeux*, Flammarion, p.

- Jorion P. (2014), *Misères de la pensée économique*, Flammarion, 304 p.
- Kagni V. (2001), *Afrique, engrenage d'autodestruction*, éditions du Panthéon, 138 p.
- Kagni V. (2008), *Une analyse de l'économie solidaire en Afrique : fondements microéconomiques et essai de formalisation*, Annales de l'université Marien Ngouabi, Vol. 9, n°2, pp. 1-9
- Kagni V. (2012), *Croissance démographique et de la demande dans la détermination des rythmes de croissance économique au Congo Brazzaville*, Annales de l'IFORD, Vol. 18 n°1. Yaoundé II, pp. 11-42
- Kagni V. (2013), *Integration Analysis of the CEMAC Countries in a Multicriteria Context: Outranking Relations Approach*, International Multilingual Journal of Contemporary Research, Vol. 1, n° :2, pp. 10-25, American Research Institute for Policy Development
- Kagni V. (2016), *Rationalisation de la biodiversité dans les pays de la CEMAC*, International Multilingual Journal of Contemporary Research, Vol. 4, n°1, pp. 24-35, American Research Institute for Policy Development.
- Kagni V. (2018), *Formation of human capital in the informal and its interaction in the congolese economy*, Advances in Social Sciences Research Journal Vol.5, No.3, pp. 95-106
- Kagni V. et Nkaloulou Oumba C. (2018), *Inégalités et croissance économique au Congo*, Revue Cedres n°64, 2^{ème} trimestre, pp. 20-37
- Ki-moon B. (2014), *Les conflits dans le monde sont souvent liés à des inégalités, des discriminations profondément ancrées et à une pauvreté endémique*, www.un.org, consulté le 09/05/2018
- Kuznets S. (1955), *Economic growth and income inequality*, The american economic review, Vol. 45, n°1, pp. 1-28
- Lewis W. A. (1954), *Economic Development with unlimited supplies of labor*, The Manchester School of Economic and Social Studies, pp. 139-191

Lopez C. (2016), Les conflits naissent des inégalités et de l'exclusion, www.uneca.org, consulté le 09/05/2018

Marcil I. (2017), L'élan vers l'autre, Somme toute, 195 p.

Minc A. (2018), Une humble cavalcade dans le monde de demain, Grasset, 198p.

Moyo Nzololo. (2017), L'agriculture congolaise peut-elle être un levier de la diversification économique ? International Multilingual Journal of Contemporary Research, Vol. 5, n°2, pp. 1-10, American Research Institute for Policy Development.

Morin L. et Schmidt N. in alternatives économiques (2016), Inégalités : le changement c'est pour quand ? page 66.

Pareto V. (1906), Manual of political economic, Edited by Montesano A., Zanni A., Bruni L., Chipman S. J. and Mclure M., 720 p.

Pickety T. (2013), le capital au XXIe siècle, Seuil, 970 p.

Pickety T. (2014), L'économie des inégalités, La découverte, 7e édition, 128 p.

Pickety T. et als. (2018), Rapport sur les inégalités mondiales, Le Seuil, 528 P.

Piore M. J. (1979). Birds of Passage : Migrant Labor and Industrial Societies. Cambridge, UK: Cambridge University Press. 240 p., ISBN 0-521-22452-7.

Pinçon M. et Pinçon_Charlot M. (2017), Les prédateurs au pouvoir : main basse sur notre avenir, Textuel, 64 p.

Ranis G. and Fei J. (1961), A story of economic developpement, The American Economic Review, pp. 533-565

Rapport de la DGFQE (2018), Indicateurs du travail décent au Congo, 66 p.

Rawls J. (2007), *Théorie de la justice*, Seuil/Points, Paris, 665 p.

Rifkin J. (2014), La nouvelle société du coût marginal zéro : l'émergence des communaux et l'éclipse du capitalisme, Edition les liens qui libèrent, p. 512

Rotte R. et Vogler M. (1998), Determinants of international migration: empirical evidence of migration from developing countries to Germany, IZA discussion paper n°12

Seze B. (2018), Macron face aux inégalités sociales, ETVEDES, Revue de culture contemporaine, n° 4248

Shantayanan D. et als. (2015), Inégalités, soulèvements et conflits dans le monde arabe, Rapport de suivi économique de la région de MENA, 47 p.

Stiglitz J. E. (2014), le prix de l'inégalité, Actes Sud Editions, 501 p.

Youssoufou H. D. (2011), Conflits armés, inégalités et pauvreté : quels indicateurs dans la région nord du Niger ? Revue d'économie régionale et Urbaine, pp. 803-829.